

**ÉRADICATION DES MARCHÉS INFORMELS**

# L'opération patine toujours

**L'opération d'éradication des espaces informels a été réalisée à plus de 62% à la fin juin 2014, indique un communiqué du ministère du Commerce.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Sur les 1 368 marchés informels recensés, les services du département d'Amara Benyounès indiquent que 856 marchés informels ont été éradiqués durant le premier semestre 2014, soit un taux de réalisation de l'ordre de 62,57%. Soit 512 espaces informels qui restent à éradiquer (41,43%), même si le ministère du Commerce précise que l'opération est déjà en cours.

Le ministère du Commerce indique également que 18 299 intervenants dans les marchés, sur un nombre de 41 267 intervenants recensés, ont été réinsérés. Soit un taux de réinsertion de 44,34% qui représente un chiffre assez modeste, au-delà de la question de sa fiabilité.

Ce qui démontre que l'opération de résorption de l'informel, lancée voilà trois ans en collabo-

ration entre le ministère du Commerce et celui de l'Intérieur et des Collectivités locales et qui a bénéficié d'une enveloppe de l'ordre de 14 milliards de dinars, semble patiner. Ainsi, nombre de «commerçants» informels ont marqué leur retour dans plusieurs quartiers des grandes villes notamment où ils officiaient, malgré les efforts des services de sécurité.

Des efforts qui restent cependant insuffisants, outre le fait que certains éléments de l'ordre montrent un laxisme flagrant vis-à-vis de ces informels.

Outre leur présence dans les nouvelles agglomérations, plusieurs informels ont refusé de rejoindre les nouveaux espaces commerciaux qui leur ont été attribués.

Comme les observateurs constatent le retard enregistré



**Retour de plusieurs commerçants informels dans les quartiers.**

dans la réalisation des infrastructures de proximité, couverts et autres marchés de détail ou de gros. Ce que le ministère du Commerce reconnaît implicitement tout en évoquant la mise en

place d'un programme de réalisation de nouveaux espaces commerciaux. Il s'agit de la réalisation de 8 marchés de gros de fruits et légumes et de 291 marchés couverts, indique le communiqué qui

ne spécifie pas toutefois si ce programme s'inscrit dans le cadre du projet de développement infrastructurel lancé durant les dernières années. Pour autant, l'on reconnaît l'état de précarité de certains marchés de gros de fruits et légumes, une précarité que les opérateurs concernés n'ont eu de cesse de déplorer même si les responsabilités sont totalement partagées.

Ce faisant, des équipements commerciaux que les pouvoirs publics ont décidé de réhabiliter, indique la même source qui fait état également d'un audit national des infrastructures. Dans ce contexte, l'on précise que 22 marchés de gros ont déjà fait l'objet d'une réhabilitation et que 5 autres marchés sont en cours de réhabilitation.

Une seconde opération de réhabilitation des marchés de gros sera lancée dans les prochains jours après l'achèvement de cet audit.

**C. B.**

**REGISTRE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE**

## Seulement 60 000 inscriptions depuis mars

**Seulement 60 000 inscriptions au registre de commerce électronique (RCE) ont été recensées depuis le 16 mars 2014.**

Ainsi, ce sont 48 602 personnes physiques et 11 428 personnes morales (entreprises), soit 60 030 opérateurs qui ont bénéficié de ce document électronique depuis son lancement, via internet. Impulsée le 16 mars dernier à titre pilote à Alger, la délivrance du RCE a été généralisée dès le 14 juin 2014 à partir de Tipaza à l'ensemble de territoire national. Notons que la capitale vient en tête des nouvelles inscriptions avec un total de 19 296 RCE délivrés, suivie d'Oran

(2 404 registres) et de Sétif (2 295 RCE). Une opération qui se déroule, selon le ministère du Commerce et la direction générale du Centre national du registre de commerce (CNRC), «dans des conditions normales et aucune anomalie n'a été signalée lors de l'édition et du contrôle du registre de commerce électronique».

Si la version papier du registre du commerce reste encore valable pour leurs détenteurs, la version numérique sera dorénavant délivrée aux nouveaux postulants à l'inscription au registre de commerce (immatriculation, modification et radiation). Ainsi, les 1 732 848 commerçants inscrits au

registre de commerce, dont 1 579 731 personnes physiques et 153 117 entreprises recensées à la fin juillet, pourront à terme bénéficier de ce document.

Lancé dans le cadre de la modernisation du registre de commerce et des prestations fournies aux assujettis, en collaboration avec le ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, pour un coût de 49,9 millions de dinars, le RCE est un document doté d'un code crypté. Son objectif est multiple. Il vise en effet à faciliter et alléger les procédures administratives relatives à l'obtention de l'extrait du registre de commerce,

assainir le registre des manipulations frauduleuses et mettre fin aux actes de falsifications.

Comme il contribue à la modernisation des opérations de contrôle de l'activité commerciale, dans la mesure où les agents des services de contrôle peuvent mieux connaître l'historique de commerçant et identifier le titulaire du registre du commerce ainsi que les activités réellement exercées. Dans le but de vulgariser ce concept, l'on indique qu'une campagne de sensibilisation a été lancée au niveau de toutes les wilayas, par les préposés locaux du CNRC.

**C. B.**

**LAIT EN POUDRE INDUSTRIEL**

### De nouvelles spécifications en vigueur dès la mi-septembre

Des spécifications techniques nouvelles des laits en poudre industriels entreront en vigueur dès la mi-septembre 2014, indique un communiqué du ministère du Commerce.

En vertu d'un arrêté publié au journal officiel n°34 du 16 juin 2014 qui entrera en vigueur trois mois après, les opérateurs économiques devront respecter de nouvelles spécifications techniques du lait en poudre industriel, des conditions et modalités de sa présentation, détention, utilisation et commercialisation.

Ainsi, le taux de protéine de lait pour 100 grammes d'extrait sec dégraissé est fixé au minimum à 34 grammes pour le lait en poudre industriel entier à 34 grammes pour le lait en poudre industriel écrémé. L'on indique également que le lait en poudre industriel doit contenir au maximum 5% d'eau et 0,15% d'acide lactique.

D'autre part, le lait en poudre industriel doit être additionné, lors du processus de fabrication du lait reconstitué ou reconstitué, d'amidon de maïs comme traceur à un taux de 0,5 gramme pour 100 grammes de poudre de lait.

En avisant ainsi les fabricants, distributeurs et commerçants de lait, les pouvoirs publics cherchent à mieux réguler la fabrication et commercialisation de ce produit, éviter la réédition des cas de fraude et de non respect des règles d'hygiène.

**C. B.**

**GARANTIE DES BIENS ET SERVICES**

## Une nouvelle réglementation en vigueur dès octobre 2014

**Une nouvelle réglementation régissant la garantie des biens et services, fixée en octobre 2013, entrera en vigueur en octobre prochain.**

Fixée par le décret exécutif n°13-327 du 26 septembre 2013, paru au Journal officiel n°49 du 2 octobre 2013 et devant entrer en vigueur une année après, une nouvelle réglementation définit les conditions et modalités de mise en oeuvre de la garantie des biens et services. Elle abroge en fait les dispositions du décret exécutif n°90-266 du 15 septembre 1990 relatif à la garantie des produits et service.

Outre l'obligation de l'intervenant de livrer au consommateur un bien ou un service conforme au contrat de vente et d'être responsable des défauts existants lors de la délivrance du bien ou de la prestation de service, le texte prévoit que la garantie prend effet à partir de la délivrance d'un bien ou

de la prestation d'un service. Le décret stipule également l'obligation de l'intervenant d'accompagner les produits soumis à une garantie d'un certificat de garantie et la possibilité au consommateur d'exiger l'essai du produit acquis sans exclure l'obligation de garantie de l'intervenant. De même, il stipule l'exécution de l'obligation de la garantie sans aucun frais supplémentaire pour le consommateur, soit par la réparation du bien ou la mise en conformité du service, son remplacement et le remboursement de son prix.

Le décret exécutif prévoit de nouvelles dispositions, notamment la possibilité d'offrir au consommateur une garantie supplémentaire qui doit prendre la forme d'un engagement contractuel.

Mais aussi l'introduction de nouvelles mentions dans le certificat de garantie, telles que le nom ou la raison sociale, l'adresse et le numéro du registre de commerce du garant ainsi que l'adresse électronique, le cas échéant, le nom et le prénom de l'acquéreur ainsi que le numéro et la date de la facture ou du ticket de caisse ou du bon d'achat et/ou tout autre document similaire.

Le texte offre également la possibilité d'utiliser les mentions obligatoires du certificat de garantie pour la prestation de service dans une clause contractuelle, dans un bon d'achat, dans une facture ou tout autre document de preuve. Comme il permet de présenter la facture, le bon d'achat, le ticket de caisse ou tout autre document similaire ou tout autre moyen, en cas de non délivrance du certificat de garantie ou de non res-

pect des mentions du certificat ou de perte de ce dernier.

Egalement, il fixe la durée minimale de la garantie pour les produits d'occasion et prévoit le droit du consommateur de faire appel à un professionnel qualifié aux frais de l'intervenant quand ce dernier ne procède pas à la réparation du défaut dans un délai conforme aux usages de la profession.

Ainsi, les frais de livraison, de transport, de restitution et d'installation nécessaires pour la réparation du bien ou son remplacement sont à la charge de l'intervenant.

Il fixe de même les délais à respecter par le consommateur et par l'intervenant au cours de l'exécution de la garantie. Mais aussi le droit du consommateur de mettre en demeure l'intervenant en cas de non exécution de la garantie dans les délais prévus par le décret.

**C. B.**